



## Rapport Annuel – CÔTE D'IVOIRE

Conseil Danois pour les Réfugiés  
Revue des Activités

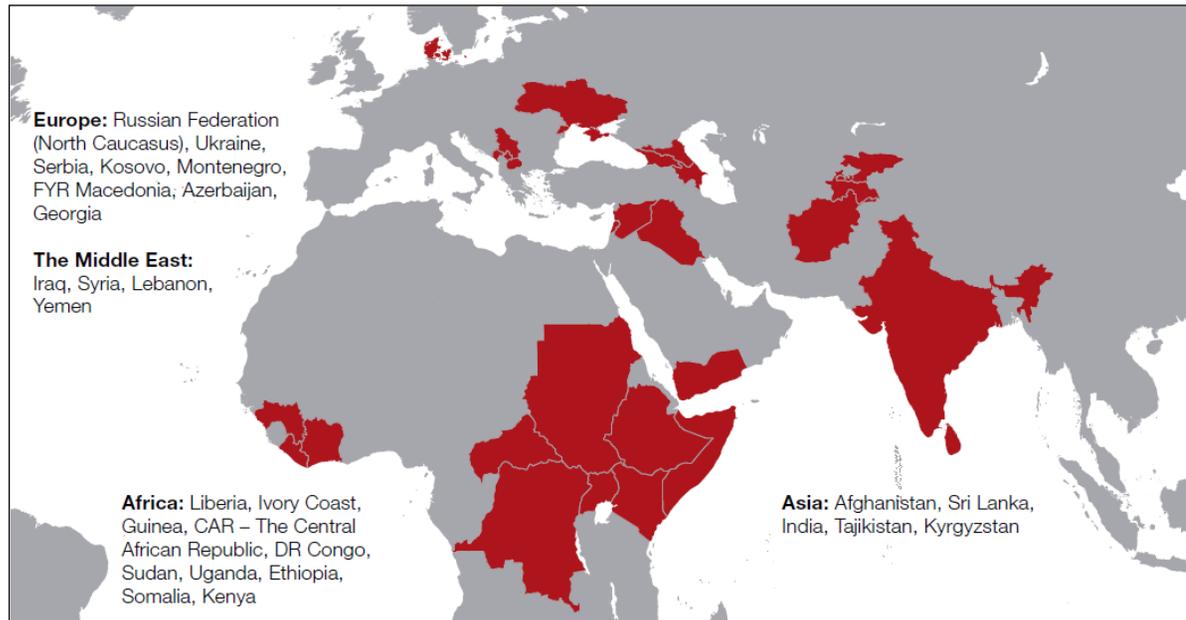
# 2012

**DRG** CONSEIL  
DANOIS POUR  
LES REFUGIES

# SOMMAIRE

<b>1. LE CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES</b>	<b>3</b>
<b>1.1 LE CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>4</b>
<b>1.2 PARTIES PRENANTES DE DRC EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>5</b>
<b>1.3 CONTEXTE EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>6</b>
<b>1.4 ACCOMPLISSEMENTS EN 2012</b>	<b>7</b>
<b>2. PROTECTION ET 3Cs</b>	<b>8</b>
<b>2.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>10</b>
<b>2.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>19</b>
<b>3. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES ACTIONS GÉNÉRATRICES DE REVENUS</b>	<b>24</b>
<b>3.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>25</b>
<b>3.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>30</b>
<b>4. EAU ET ASSAINISSEMENT</b>	<b>32</b>
<b>4.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>33</b>
<b>4.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>35</b>
<b>5. PERSPECTIVES 2013</b>	<b>37</b>

# 1. LE CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES



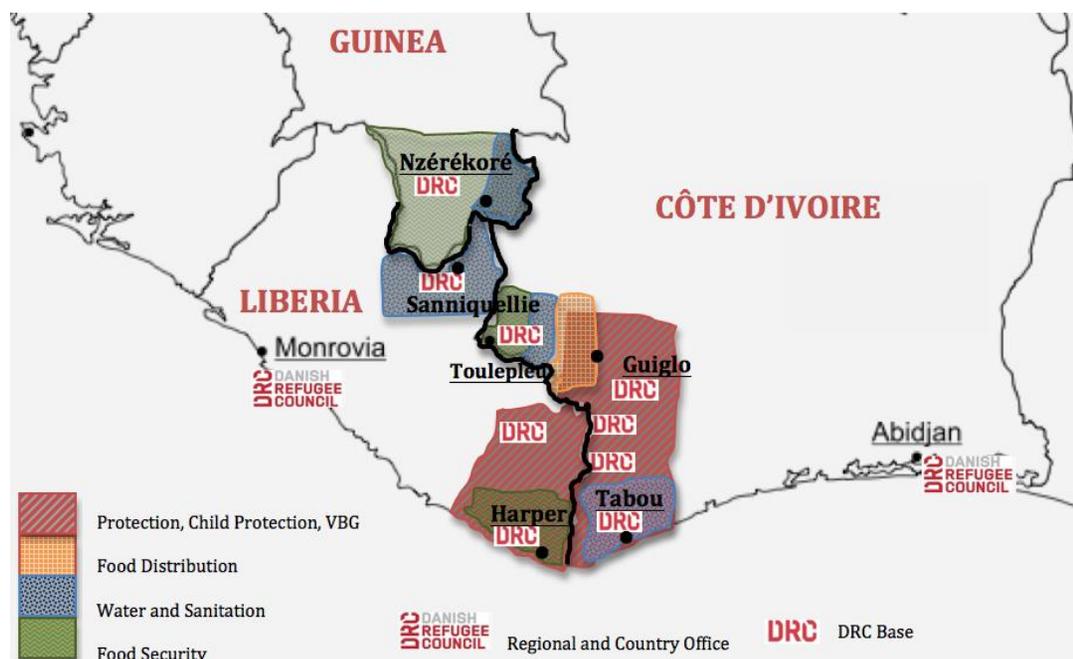
Le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) est une organisation privée, indépendante, à but non lucratif fondée en 1956 par un consortium de plusieurs ONG et associations danoises.

DRC travaille sur toutes les problématiques concernant les réfugiés, les personnes déplacées internes et les populations affectées par les conflits sur la base des principes humanitaires et des Droits Humains dans plus de 35 pays pour promouvoir des solutions durables.

Avec une approche holistique DRC accompli sa mission:

- En apportant une aide aux populations affectées par les conflits – réfugiés, PDI et communautés d'accueil dans les zones de conflit du monde ;
- En prêtant assistance aux réfugiés et demandeurs d'asile au Danemark ;
- En défendant la cause des personnes affectées par les conflits, au Danemark et dans le monde.

## 1.1 LE CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Le Conseil Danois pour les Réfugiés est présent au sud ouest du Libéria depuis 1998. À partir de 2006, DRC a entrepris une stratégie régionale axée sur la dynamique de déplacement suite aux conflits en Afrique de l'Ouest.

Dans le but de renforcer les capacités de protection pour les populations déplacées ainsi que

d'œuvrer pour les solutions durables après leur retour, DRC s'efforce d'être présent dans les zones et communautés de provenance des réfugiés, ainsi que dans les communautés et zones hôtes qui ont accueilli les réfugiés et les déplacés internes.

Actuellement, DRC réalise un programme régional ciblé sur les zones frontalières entre Libéria,

Côte d'Ivoire et Guinée Forestière, qui inclut la protection et les interventions d'urgence, ainsi que la réhabilitation et le relèvement précoce.

Pour l'année 2012, DRC s'est focalisé sur les trois zones indiquées, en travaillant dans 6 secteurs principaux: Sécurité alimentaire & réhabilitation et développement agricoles (SARDA) ; Eau, Assainissement et & Hygiène (EAH - WASH) ; Génération de revenus (AGR) ; Prévention des conflits, résolution des conflits et Cohésion sociale (3C) ; Réhabilitation de l'infrastructure (RI) et la Gestion et coordination des camps (CCCM). Tout ceci avec une stratégie transversale de protection.

## 1.2 PARTIES PRENANTES DE DRC EN AFRIQUE DE L'OUEST

### BÉNÉFICIAIRES :

Les parties prenantes principales de DRC en Afrique de l'Ouest sont les bénéficiaires des activités – les réfugiés, les personnes déplacées internes, les rapatriés/retournés, les apatrides, et les populations affectées par les conflits dans les pays d'intervention.

### PARTENAIRES :

OCHA, la "Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme" (LIDHO), l'"Agence Nationale d'appui au développement rural" (ANADER), ECOWAS, "Monde des Enfants" (MDE), "At Risk Children Protection Network" (ARCPN), Pride Formation, Acteurs Unis pour le Développement Rural (AUDER).

### DONATEURS:

DANIDA, Délégation de la Commission Européenne ECHO, UNHCR, WFP, UNDP/PBF, UNICEF/CERF, OFDA/USAID, BPRM, Fondation Alwaleed, FAO.



## Côte d'Ivoire

Malgré un premier tour réalisé sans encombre, le deuxième tour de l'élection présidentielle d'octobre 2010 a déclenché une crise sans précédent par la contestation des résultats entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Par conséquent, le pays est entré dans une dynamique de mouvements de populations en quête de protection, soit en tant que réfugiés, soit en situation de déplacement interne qui a touché une partie importante de la sous-région Ouest africaine.

De plus, la crise postélectorale a rendu plus difficile l'accès aux services sociaux, santé et éducation entre autres, et a rendu impossible la poursuite de la saison agricole, augmentant ainsi la crise humanitaire.

En 2012, la situation sécuritaire et des Droits de l'Homme est restée très fragile toute le long de l'année. Avec les rumeurs d'attaques en Côte d'Ivoire très fréquentes, les populations vulnérables ont été contraintes de traverser la frontière, cherchant la protection de l'autre côté. La frontière reste en effet très poreuse, ce qui permet le mouvement d'armes légères et des groupes armés à travers la frontière avec le Libéria.

En Janvier 2013, selon UNHCR, 40,000 Ivoiriens sont toujours déplacés dans leur propre pays, et 156,430 réfugiés ivoiriens se trouvent dans les pays voisins.

# 1.3 CONTEXTE EN AFRIQUE DE L'OUEST

## Liberia

15 ans de guerre civile ont fragilisé, voire détruit, les structures économiques, sociales et politiques d'un tissu social déjà très fragile. La pauvreté et le sous-développement affectent une grande partie de la population, spécialement les jeunes libériens, au point que le Liberia a été classé, en 2011 dans l'indice de développement humain (IDH), le 6ème pays le moins développé du monde.

Pour se protéger du conflit, les libériens étaient contraints de chercher refuge dans les pays voisins notamment en Côte d'Ivoire, Sierra Leone et en Guinée. De ce flux migratoire près de 60.000 réfugiés libériens ont été confrontés à la cessation du statut de réfugiés en 2012, générant une réinstallation des populations vulnérables au Liberia. En 2012, 24,610 Libériens en provenance de Côte d'Ivoire et de Guinée sont revenus dans leur pays

En 2012, la situation des réfugiés continue de fluctuer (65,560 réfugiés ivoiriens en janvier 2013 selon le UNHCR), mais s'est stabilisée depuis la fin du conflit en Côte d'Ivoire. Néanmoins, il y a encore des mouvements fréquents de population à travers la frontière vers et depuis la Côte d'Ivoire. C'est ce qui explique les risques de protection différents, y compris l'infiltration d'éléments armés.

## Guinée

La situation politique en Guinée reste encore fragile, en 2010 après un second tour d'élections présidentielles agité par des tensions politiques et ethniques (les premières depuis l'indépendance du pays), le calme semblait revenir. Néanmoins, la tentative de coup d'État en juillet 2011 a montré la précarité de la situation politique et le retard dans le tenue des élections législatives qui devaient se déroulé en 2011, puis 2012, ainsi que les violences induites lors les revendications de l'opposition montrent les difficultés dans lesquelles s'installent la toute nouvelle démocratie.

En 2011, le pays a dû supporter l'arrivée de centaines de réfugiés fuyant le conflit de Côte d'Ivoire. En Guinée Forestière, zone d'action de DRC, les infrastructures et les services publics sont extrêmement faible, ce qui rend les communautés d'accueil peu aptes à assister, protéger et intégrer les personnes qui arrivent sur leur territoire. Suite à la crise post électorale ivoirienne, la Guinée Forestière a accueilli depuis 2011 plus de 2,000 réfugiés ivoiriens et continue d'héberger à peu près 5,000 réfugiés libériens.

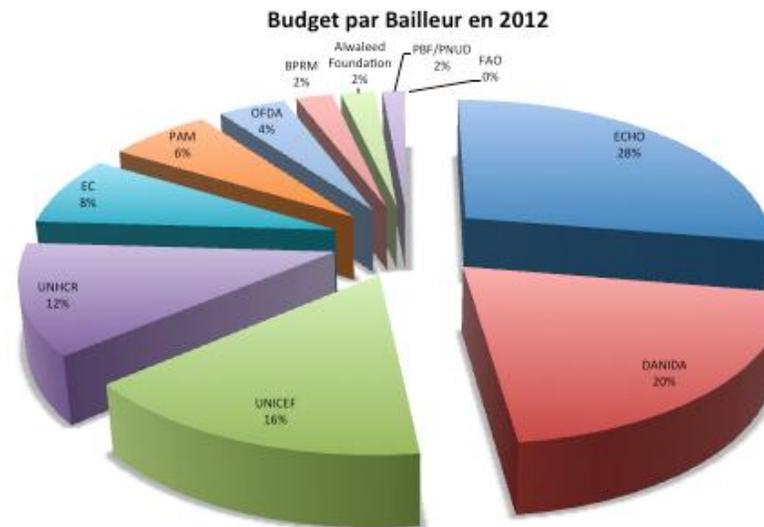
L'augmentation continue du taux de pauvreté et les manifestations violentes contre une entreprise minière en juillet 2012, dues au manque d'emploi, montre bien la précarité dans laquelle vit la population guinéenne.

## 1.4 ACCOMPLISSEMENTS EN 2012

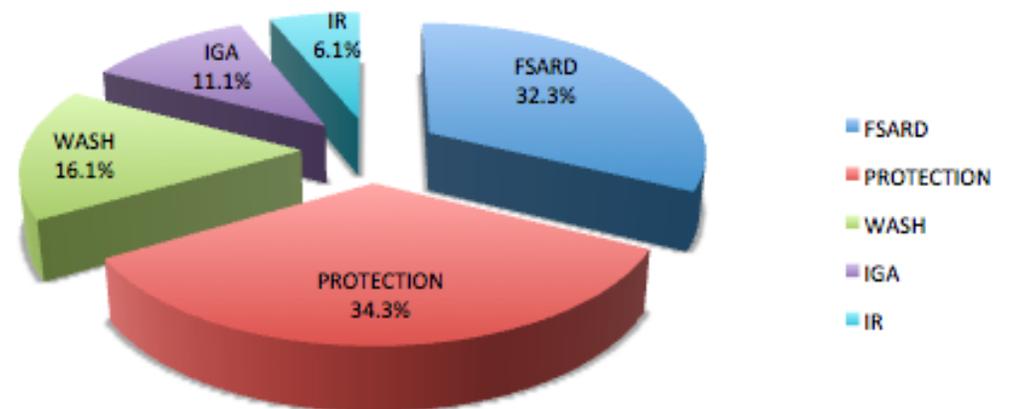
Sur l'année 2012, DRC a mis en œuvre près de 20 projets en ciblant une action transversale multisectorielle avec les différents secteurs d'intervention déjà mentionnés.

Le montant des projets varient de 92,585 USD (*Distribution de denrées alimentaires aux personnes déplacées à la WCI (Tai - Zagne) financé par le PAM*) à des projets de 1,949,657 USD (*Stabilisation, de réhabilitation et de récupération pour les populations touchées par le conflit en Côte d'Ivoire, le Libéria, et Guinée en mettant l'accent sur les régions transfrontalières, financé par DANIDA*).

Au total DRC a pu mobiliser sur la période 2011-2012 un total de 10,032,546 USD.



### Division Budgetaire par Sector en 2012



## 2. PROTECTION ET 3Cs

**Monitoring de protection** - l'activité vise à identifier les questions de protection et les capacités de protection dans les collectivités afin d'élaborer une stratégie de protection, de sensibiliser et de rapporter sur les violations des droits de l'homme. DRC a mis au point des outils de surveillance, formant son personnel, et a commencé à mettre en œuvre un modèle pour la collecte et le partage de l'information.

**Plaidoyer pour et avec les bénéficiaires** - à travers ses activités de monitoring de protection DRC a accès aux informations de protection et les partage régulièrement avec d'autres acteurs de protection et humanitaires. DRC a également des activités d'accompagnement au plaidoyer fait par les communautés pour encourager leur pleine participation à la défense de leurs droits.

**Protection des enfants** – DRC vise à organiser les initiatives communautaires pour la protection de l'enfant et pour l'identification des problématiques protection de l'enfance, accroître la sensibilisation aux droits des enfants, ainsi que d'accroître la capacité des acteurs locaux et de l'État.

**Violence Base sur le Genre** - Identification des cas individuels avec analyse des menaces et des vulnérabilités, gestion de cas, sensibilisation, autonomisation des femmes, renforcement des capacités des acteurs locaux et de l'État.

**Activités de cohésion sociale** - sont intégrées dans la stratégie de protection de DRC, afin d'être complémentaires et coordonnées. Ce secteur doit jouer un rôle clef afin d'assurer le succès d'une stratégie de protection globale.

**Réponse psychosociale** - DRC promue la formation du personnel social et éducatif communautaire afin d'accroître l'efficacité du système de référence, le renforcement des services sociaux et d'autres acteurs psychosociaux. DRC met en œuvre les interventions psychosociales pour les bénéficiaires, soutien le partenariat, la formation et l'encadrement des ONG locales ou des acteurs afin qu'ils puissent intervenir et fournir une assistance psychosociale.

# PROTECTION ET 3Cs EN CÔTE D'IVOIRE



En 2012, les activités de protection à l'Ouest de la Côte d'Ivoire ont représenté un volet capital pour le programme de DRC, qui a permis de donner une réponse rapide aux problématiques de protection, tout en ajoutant un volet d'intervention communautaire et d'assistance aux personnes vulnérables affectées par les conflits. Et en regroupant des actions de cohésion sociale, résolution des conflits et de prévention de conflits.

Bailleurs de fonds : DANIDA, ECHO, UNICEF, PNUD.

Budget : 3'068.269.76 USD

## Grandes Chiffres de la protection en Côte d'Ivoire :

**39,764** participants au Monitoring de protection

**1,431** actions de renforcement de capacités et formations

**32,541** Adultes Sensibilisés aux problématiques de protection et de protection infantile

**42,163** enfants sensibilisés aux Droits de l'Enfant

**24,598** enfants participant aux activités récréatives et psychosociales

Plus de **70** actions de plaidoyer

**182** Villages couverts

## 2.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE

### Monitoring de protection dans les communautés vulnérables

Au total entre janvier et août 2012, les équipes de protection de WCI ont réalisé 714 visites dont 47 sur l'axe Guiglo-Zagné-Taiï, soit en moyenne 2 visites par mois dans chaque communauté. Les localités les plus visitées ont été celles les plus affectées par la crise post-électorale et là où les différents incidents de sécurité dans la zone se sont présentés, notamment Sakré, Siobo Oula et Ziriglo.

Dans le cadre de ce monitoring de protection, 26,505 personnes ont participé aux groupes de discussion, aux interviews individuelles ou aux réunions avec les équipes de protection de DRC. Indirectement DRC a atteint 106.020 personnes (une moyenne de 5 personnes par ménage).

Ces rencontres avec les bénéficiaires permettent aux individus -qui ont été identifiés comme ayant une problématique de protection particulière - de parler plus spécifiquement de leur situation, d'écouter des personnes qui ont des problèmes similaires et d'ensemble, avec l'accompagnement d'agents DRC et des leaders communautaires, de trouver des solutions.

Sur un total de 2,862 cas identifiés sur la zone, dans le cadre du monitoring de protection 1,534 personnes vulnérables ont été assistées matériellement suite à l'identification d'une vulnérabilité, et 1,199 cas identifiés ont été directement assistés par des conseils et référés aux institutions pertinentes.



**26,505 personnes ont activement participé aux activités de monitoring de protection**

## Actions de plaidoyer

Plus de 70 actions de plaidoyer ont été menées par DRC en coopération avec les acteurs humanitaires. En outre, dans sa logique d'action d'appropriation des problématiques de protection par les communautés, 26 plaidoyers ont été facilités par les leaders communautaires. Les principales problématiques qui ont été abordées dans les plaidoyers sont :

- La déclaration des naissances à l'état civil ;
- L'Ordonnance N° 2011-258 du 28 septembre 2011 relative à l'enregistrement des naissances et des décès survenus durant la crise
- Les mesures sélectives d'exemption de paiement de la prise en charge médicale des usagers des établissements sanitaires publics, parapublics et communautaires conventionnés des frais médicaux (gratuité ciblée des soins médicaux) ;
- La participation des femmes à la vie

décisionnelle du village.

- Les violences (physiques, psychologiques et sexuelles), abus et exploitations des enfants ;
- La responsabilisation de tous pour la cohésion sociale, la paix et la réconciliation ;
- Les abus des autorités militaires (rackets, harcèlement, arrestations illégales, etc.) ;

Au niveau local, les plaidoyers adressaient des problématiques soulevées par des cas individuels de protection pour une action de prévention, de prise en charge et/ou/ une intervention auprès des autorités compétentes pour favoriser et promouvoir une réponse adaptée au problème dans le respect des droits des personnes concernées. Le but de ces plaidoyers locaux est de répondre rapidement à un problème de protection identifié par les équipes de protection sur le terrain et qui peut concerner un ou plusieurs bénéficiaires.

**Plus de 70 actions de plaidoyer ont été menées par DRC en coopération avec les acteurs humanitaires.**

**26 plaidoyers ont été facilités par les leaders communautaires**



**Dans le département du Cavally, 378 leaders communautaires, 105 femmes et 273 hommes ont participé aux 19 séances de formation**

### **Renforcement de capacités des leaders communautaires selon les besoins identifiés par les communautés**

Cette action visait à susciter un sens de l'appropriation par la communauté et de la responsabilité commune à travers la formation et l'appui aux groupes et aux leaders communautaires.

Dans le département du Cavally, 378 leadeurs communautaires, 105 femmes et 273 hommes ont participé aux 19 séances de formation.

Suite aux formations, les leaders communautaires prennent une part active dans l'identification des problématiques de protection de leur population et sont en lien constant avec les équipes de monitoring de protection de DRC.

**Pour cette zone d'intervention, les thèmes sollicités ont été :** Le rôle de leaders communautaires dans la protection ; Les droits humains ; La

prévention de VBG ; La résolution pacifique de conflits (en particulier les conflits inter communautaires)

### **Sensibilisations communautaires sur le VBG dans le cadre du PBF :**

512 personnes (265 femmes et 247 hommes) ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur la prévention des violences basées le genre (VBG), réparti sur 3 séances de 4 heures chacune. L'équipe a ciblé les groupements agricoles car il a été constaté que les femmes travaillaient beaucoup plus que les hommes au sein des exploitations agricoles. Ces groupements ont bénéficié de formations de 4 heures pour un total de 112 heures.

3,327 personnes (dont 586 hommes, 1,307 femmes, 758 filles et 676 garçons) ont été sensibilisées sur les VBG par le staff du projet, réparties sur douze (12) séances de sensibilisation de masse.



## Assistance d'Urgence

En 2012, des incidents majeurs de sécurité ont eu lieu sur les zones d'intervention de DRC. En avril, le village de Sakré au Sud de Taï a été attaqué. 6,798 personnes se sont alors déplacées pour assurer leur sécurité. En juin, 3 attaques successives dans la zone entre Para (SWCI) et Taï (WCI) ont forcées plus de 18,000 personnes à se déplacer (*estimation de la coordination humanitaire*).

4,074 Déplacés Internes (PDI) et personnes vulnérables ont été assistés matériellement lors des crises sécuritaires. 3,466 personnes en WCI et 608 en SWCI. Ces assistances leur ont permis de faire face à leur situation de déplacement et à protéger les



personnes les plus fragiles de leur famille. 73% de ces bénéficiaires étaient des femmes.

Grâce à l'appui de l'UNICEF, lors des crises de sécurité DRC a pu assister les PDI en kits non vivres et WASH (voir plus de détails dans le chapitre Eau et Assainissement). Les assistances d'urgence comprenaient des bâches, nattes, couvertures, moustiquaires, kits d'hygiène, vêtements, et kits cuisine.

Lors de la distribution des assistances, des sensibilisations des populations déplacées ont eu lieu sur leurs droits et les mécanismes de protection en place dans la région.

## Coordination Humanitaire

Grâce à sa présence sur le terrain, DRC a assuré dans les 24 heures après les attaques une collecte d'information et la réponse aux besoins basiques des PDI's.

Ces informations ont été partagées avec les autres acteurs humanitaires et étatiques. DRC a envoyé des chiffres sur le profilage des PDI's et leurs besoins. L'équipe monitoring de protection de DRC a organisé une mission conjointe avec l'association ASA et des représentants du HCR afin d'évaluer la situation humanitaire et sécuritaire dans la dite zone.

La coordination et le partage des informations avec les autres acteurs humanitaires se fait lors du cluster protection ou ad hoc avec des réunions ponctuelles.

## LA PROTECTION EN LIEN AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le projet de «*Réhabilitation des moyens d'existence et de production des populations vulnérables dans l'ouest de la Côte d'Ivoire*» financé par ECHO et mise en place dans 60 villages de Toulepleu, intégrait la stratégie de protection de DRC.

Cette stratégie vise à contribuer à la mise en place et à la promotion d'un environnement plus respectueux de Droits Humains à travers des différents domaines pour la protection et la promotion des droits fondamentaux de façon transversale avec la mobilisation et l'action communautaire dans le domaine de la sécurité alimentaire.

### Monitoring de protection dans les communautés recevant un appui en sécurité alimentaire.

L'équipe de protection de DRC a rencontré régulièrement 554 leaders dans les 60 villages d'intervention du projet. Cela leur permet d'écouter les problèmes et d'obtenir des informations communiquées par l'équipe de protection DRC.

140 groupes de discussions ont été également organisés accueillant 1,066 représentants des groupements.

De plus, 712 bénéficiaires ont été rencontrés individuellement, ce qui leur a permis d'expliquer leurs problèmes spécifiques.

71 cas individuels de protection ont été assistés, suivi et/ou référés aux autorités et aux partenaires humanitaires pour assistance.

### Des Formations visant un environnement protecteur

Une formation sur le droit foncier a été organisée en juillet 2012 par DRC. 12 staffs DRC travaillant sur le terrain et 20 volontaires de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO).

Des outils de sensibilisation pour transmettre aux populations les principes de base du droit foncier rural ont été introduits. Les modules de formations comprenaient une introduction à la loi sur le régime foncier rural et la gestion des ressources forestières et de l'espace agro-pastoral.

En conséquence, 320 chefs de villages et 544 leadeurs communautaires recevront des formations sur le droit foncier en 2013.

# PROTECTION DE L'ENFANCE

Un partenariat avec l'UNICEF à travers 2 projets de protection de l'enfance en 2012 «*Espaces Amis des Enfants de l'Ouest Côte d'Ivoire comme un moyen de réparer la protection des enfants dans les communautés fragiles*» et «*Renforcement des mécanismes de protection de l'enfance dans les communautés affectées par la crise en Moyen Cavally*» a permis à DRC d'augmenter ses actions en vue de prévenir et de répondre aux violations de droit de l'enfant, et d'informer et améliorer les actions de réponses de communautés.

## **Les principaux objectifs et réalisations en matière de protection de l'enfance pour l'année 2012 étaient:**

1. Procurer et promouvoir le bien-être et la résilience des enfants touchés par des conflits.
2. Réduire l'incidence traumatique du conflit et ces conséquences chez les enfants à travers des activités récréatives et sportives.

3. Renforcer la capacité des communautés et des institutions à protéger et répondre aux besoins des enfants et des femmes à risque (réseau de protection, formation psychosociale, sensibilisations de proximité, appui logistique).

4. Promouvoir des réseaux communautaires de protection de l'enfance, en les formant aux techniques psychosociales et en les reliant aux institutions compétentes de l'État qui les soutiendront.

5. Assister les autorités et les communautés à résoudre le problème de documentation civile des enfants (campagne de sensibilisation, production et distribution de matériel aux centres d'État Civil, appui logistique, activités d'enregistrements).



**Journée Mondiale contre le travail des enfants  
12 Juin 2012**



**14.149 enfants ont participé aux activités psychosociales des structurées d'expression et d'éducation**

### **Espaces Amis des Enfants créés pour procurer et promouvoir le bien-être et la résilience des enfants touchés par des conflits.**

A travers les Espaces Amis des Enfants, DRC vise à assurer et promouvoir le bien-être et la résilience des enfants touchés par les conflits et soutenir les communautés sur l'identification et la réponse de violations envers les enfants.

12 localités ont été identifiées pour ce projet, dans lequel la DRC a construit 12 Espaces Amis des Enfants.

30 volontaires ont bénéficié de 2 formations, chacune de 3 jours, afin de leur donner les moyens pour répondre aux problématiques de protection de l'enfance, ainsi que sur la gestion des Espaces Amis des Enfants, pour leur permettre d'accompagner les 6,014 enfants participant aux activités des Espaces Amis des Enfants.

### **Activités structurées d'expression et d'éducation pour atténuer les effets psychosociaux du conflit sur les enfants et les jeunes.**

Au premier semestre 2012, 2,412 activités créatives et éducatives ont été organisées, 75% d'entre elles gérées directement par les volontaires communautaires formés par DRC. Ces activités comprenaient les sports, les groupes de débats, l'art-thérapie, le suivi individuel, ou des activités psychosociales. 2,186 enfants ont participé (1,101 filles et garçons 1,085).

Le deuxième projet financé par l'UNICEF, qui couvrait la période d'Août 2012 à Février 2013, conserve la même logique d'intervention en renforçant les communautés sur les mécanismes de protection de l'enfance. En Décembre 2012, 5,949 enfants (3,155 garçons filles 2,794) avaient participé à 322 activités comme la danse, le chant, la poésie et les compétitions de football.



**35,776 enfants et 23.490 adultes  
ont assisté aux sensibilisations**

**Mécanismes communautaires de protection des enfants et des rapports sur la violence Base sur le Genre (VBG) sont mis en place et renforcés.**

À travers des réunions, des groupes de discussion et de sensibilisations pour les enfants et les adultes, DRC diffuse des messages pour prévenir la non-scolarisation des enfants, le travail des enfants et l'exploitation (principalement des travaux agricoles) et les mutilations génitales féminines.

35,776 enfants et 21,318 adultes ont assisté aux sensibilisations lors du premier projet de Janvier à Juillet 2012. Sur le deuxième projet pour 2012, une méthodologie plus participative a été choisie et 2,172 adultes ont participé à ces séances de discussions sur les questions de protection des enfants, principalement sur le travail des enfants, la promotion de l'hygiène, le mariage précoce et forcé et l'exploitation des enfants.

**Des réseaux communautaires de protection de l'enfance fonctionnels, formés aux techniques psychosociales, et soutenus par les institutions étatiques compétentes.**

Cet objectif, vise à assurer la pérennité de l'action au-delà de la mise en œuvre du projet et d'encourager les communautés à spontanément protéger les enfants.

Ces réseaux sont principalement basés sur les points focaux de protection des enfants formés aux techniques psychosociales.

128 points focaux ont été formés (54 Tai et 74 Zagné) recevant une formation sur l'identification des problèmes psychosociaux chez les enfants par l'observation et sur la façon de mener des entretiens avec les enfants. Une moyenne de 5 points focaux par village a été mise en place.



**12,300 enfants dans la zone opérationnelle de DRC ont été identifiés sans documentation civile**

### **Le Système de Référencement des Cas de Protection de l'enfance :**

Les points focaux deviendront un réseau qui renforcera le travail des prestataires de services de l'enfance sur la zone à travers le référencement des cas de protection. Une partie importante de leur renforcement porte sur leurs capacités, à terme, d'identifier des solutions locales et répondre aux problèmes de protection des enfants. Ils sont en charge et accompagnés par DRC, de la référence jusqu'au suivi des cas de protection de l'enfance identifiés.

A l'Ouest, les violations des droits des enfants et des femmes continuent d'être une préoccupation. En deux mois, 54 cas ont été identifiés, assistés et/ou référés, 22 cas dans la sous-préfecture de Tai et 32 cas dans la sous – préfecture de Zagné.

### **Les populations comprennent l'importance de la documentation civile des enfants et les enfants sans document administratif reçoivent des extraits d'acte de naissance**

Une caravane d'information a été organisée dans 15 localités sur la nécessité de disposer de documentation civile au profit des enfants, conformément au respect de leur droit à l'identité.

11,438 personnes (6,387 enfants et 5,051 adultes) ont participé. Les actions dans les localités ont permis l'identification de 12,300 enfants dans la zone opérationnelle de DRC: 5,300 à la sous-préfecture de Zagné et 7,000 dans la sous-préfecture de Tai.

Suite à un plaidoyer, la délivrance à titre exceptionnel de 62 extraits d'acte de naissance à 62 enfants (10 à Tai et 52 à Zagné) a été accomplie.

## 2.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE



Tout comme à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, les villages du département du Bas Sassandra sont confrontés à des tensions interethniques et à des clashes sécuritaires entraînant la destruction de propriétés publiques et privées et des violations sérieuses des droits de l'Homme, qui fragilisent le tissu social.



Au début de l'année, plusieurs réfugiés ivoiriens présents en Libéria affirmaient qu'ils ne projetaient pas de retourner dans le Bas Sassandra du fait du manque de sécurité. Un accord tripartite de retour a été signé entre les gouvernements ivoirien et libérien et le HCR, annonçant un processus de rapatriement tout au long de l'année. Les interventions de DRC en protection contribueront à améliorer l'assistance délivrée aux bénéficiaires, tout en augmentant la capacité de résilience des populations affectées par les conflits. De même qu'en contribuant à la mise en place

et la promotion d'un environnement plus respectueux de Droits Humains en Côte d'Ivoire à travers différents domaines pour la protection et la promotion des droits fondamentaux, l'accès la justice pour tous, l'assistance aux personnes vulnérables affectées par les conflits, la mobilisation et l'action communautaire, l'assistance aux survivants de violences sexuelles ou liées au genre, et la protection de l'enfance.

Dans le cadre du projet « *Améliorer des conditions de protection des populations civiles dans les zones affectées par les conflits dans l'Ouest et le Sud Ouest de la Côte d'Ivoire* » financée par ECHO a une hauteur de 610,000 Euros pour les deux zones d'interventions DRC a pu réaliser les activités suivantes en protection :

## Monitoring de protection dans les communautés vulnérables



Au total entre janvier et août 2012, les équipes de protection de SWCI ont réalisé 522 visites dans 40 villages sur l'axe Tabou-Grabo soit en moyenne deux visites par mois. Les localités les plus visitées ont été celles les plus affectées par la crise post-électorale et là où les différents incidents de sécurité dans la zones se sont présentés, notamment Para, Prolo et Neka pour le Sud Ouest de la Côte d'Ivoire (SWCI).

Au Sud Ouest de la Côte d'Ivoire 3,788 personnes ont directement participé au monitoring de protection soit en focus groupe, en interviews individuelles ou en réunion avec les équipes de protection de DRC.

Indirectement ces actions de monitoring ont bénéficié à 18,940 personnes membres des ménages.

Ces activités permettent de maintenir l'intérêt des populations dans les activités de protection et leur permet de participer au processus d'identification des problématiques de protection qui les affectent.

De 1,036 cas identifiés, 461 personnes vulnérables ont été assistées pendant le monitoring de protection et 519 référées aux institutions étatiques ou acteurs humanitaires partenaires dans le département de Bas Sassandra.

Les cas les plus fréquents (45%) étaient les problématiques de protection liées au déplacement et au retour des populations les plus vulnérables. De plus, pendant les crises ponctuelles de sécurité qui se sont présentées en 2012, 608 personnes ont reçu une assistance d'urgence dans cette zone d'intervention (voir plus de détails sur l'assistance d'urgence dans le chapitre Ouest Côte d'Ivoire).



**3,788 personnes ont directement participé au monitoring de protection**

## Renforcement de capacités des leaders communautaires selon les besoins identifiés et domaines dans les communautés

A travers le renforcement de capacités des leaders communautaires DRC vise à aider les communautés à mieux se protéger elles-mêmes contre les menaces potentielles et avérées sur les droits humains, et à les mettre en relation avec les services appropriés à même de leur apporter une assistance.

Dès Janvier 2012, 472 leaders communautaires ont participé à 17 sessions de formation dans le cadre du projet ECHO au Sud Ouest de la Côte d'Ivoire.

Deux représentants de chaque communauté ethnique ont participé à la formation. Les formations se sont regroupées dans 12 villages.



**472 leaders communautaires ont participé à 17 sessions de formation**

Suite aux besoins identifiés par les communautés, les thèmes retenus ont été :

- L'état civil,
- Les VBG et droits humains,
- La gestion des biens communautaires,
- La protection des enfants,
- Le droit foncier rural,
- La résolution de conflits et la cohésion sociale.

-  
A la fin de la session les participants ont reçu par village un support didactique sur chaque thème de la formation et ont partagé un repas communautaire. Après les sessions de formation, les équipes de monitoring de protection de DRC accompagnent et aident les leaders formés à organiser et gérer des séances de restitution et des sensibilisations dans leur village respectif.

# PROTECTION DE L'ENFANCE



**Célébration de la Journée  
de l'enfant Africain  
16 juin 2012**

Un projet financé par l'UNICEF vise à améliorer les conditions de vie et la protection des enfants dans le département de Tabou, à travers le renforcement des mécanismes communautaires de protection ainsi que le renforcement du système de surveillance et de rapportage de l'information sur les violations des droits de l'enfant et les SBGV dans les communautés affectées par la crise en Bas Sassandra.

10,499 enfants (5,745 garçons 4,754 filles) ont participé à 385 activités récréatives et sportives.

## **Les principaux résultats atteints dans le cadre de ce partenariat :**

1. Des réseaux locaux de protection ont été mis en place et/ou renforcés dans 15 localités de Tabou pour répondre aux besoins de protection
2. Les acteurs compétents en protection de l'enfance ont été renforcés à la prise en charge des problèmes de protection des enfants et des liens ont été créés entre ces acteurs et les comités volontaires de protection de l'enfance
3. Les enfants ont bénéficié d'activités récréatives et psychosociales dans des communautés qui sont sensibilisées à analyser leurs besoins, leur permettant ainsi de mettre en place des stratégies de résilience dans des environnements protecteurs



### **L'identification, et l'installation de Comités de Protection de l'Enfance.**

15 comités de protection ont été créés. Ces comités ont été conçus conformément à l'ordonnance n°147/MFFAS/CAB portant sur la création, attribution et organisation des groupes enfants (GE) et des comités protection enfants (CPE) au sein des communautés.



### **Formation des comités de protection**

La première série de formation des 15 comités de protection de l'enfance sur les principes principaux de la protection de l'enfance, les responsabilités qui incombent à chaque acteur (enfants, famille, nucléaires, communautés), sur la protection et les instruments juridiques pour protéger un enfant et une orientation sur l'identification des signes et symptômes de détresse psychosociale chez les enfants et les femmes.

421 personnes ont bénéficié d'un renforcement de capacités, dont des leaders communautaires, chefs religieux et enseignants qui ont été intégrés aux CPE pour prendre part à ces formations.



Les thématiques de la première série de formation ont porté sur :

- Définition de la protection et de l'enfant
- La responsabilité parentale (famille et communauté) dans la protection de l'enfant
- Les risques liés à l'absence de protection des enfants (chances de survie, développement physique et mental limités)
- Les instruments juridiques de protection des enfants

# 3. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES ACTIONS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

## Relèvement Précoce :

Pour l'année 2012 les principaux objectifs étaient :

1. Réhabiliter et augmenter la productivité de l'agro-pastorale pour développer les capacités des groupements agricoles et de femmes ou d'autres acteurs de bénéficier de la fourniture d'intrants agricoles et la réhabilitation des infrastructures économiques dans la communauté;
2. Renforcer les capacités organisationnelles, techniques et de résolution des conflits de manière durable des membres des groupements;
3. Renforcer l'action collective des acteurs économiques et la mise en œuvre de manifestations locales en assurant la commercialisation des produits à travers les réseaux communautaires et administratifs.

Étant donné le rôle essentiel que jouent les femmes non seulement dans l'économie et au niveau du ménage, mais aussi au sein de toute la communauté et selon le principe de base de l'approche «genre», les femmes ont été soutenues afin de développer leurs activités de manière durable (couture, petit commerce, production de savon, transformation des aliments) en fonction de leurs besoins spécifiques.

## Renforcement de l'agriculture:

En 2012, DRC visait à aider au développement des cultures basées sur de bonnes pratiques, tout en incluant une composante de Cohésion sociale afin d'éviter les tensions intercommunautaires autour de l'accès aux terres. Pour ce faire, les principales activités ont été :

- Restructuration des groupes communautaires agricoles.
- Distribution d'outils, de semences et d'engrais.
- Intégration de la distribution en espèces dans les groupements pour aider les gens à faire face à la mauvaise saison 2011 dans les différentes zones d'intervention.
- Formation et suivi des processus de récolte.

## Distribution Alimentaire d'Urgence

Un partenariat avec le PAM à poursuivre dans les zones les plus touchées par le déplacement, non capables de produire des cultures au cours de la dernière campagne agricole, comme cela a été le cas notamment à l'Ouest de Côte-d'Ivoire.

**A travers le projet « réhabilitation des moyens d'existence et de production des populations vulnérables dans l'ouest de la Côte d'Ivoire » financé par ECHO 38 230 personnes ont reçu un appui direct.**

### **Renforcement de l'agriculture:**

En 2012, DRC a développé plus de 600 hectares de production sur une stratégie participative communautaire. Cette activité se déroule sous la responsabilité de la DRC, en partenariat avec les experts techniques et les structures du système gouvernemental (ANADER).

### **Amélioration de l'accès des ménages à risque de déficit de survie ou de protection des moyens d'existence à l'alimentation et aux biens essentiels.**

7,646 chefs de ménages soient 38,230 personnes ont reçus un appui direct des actions développées dans le cadre du projet ECHO développé sur 60 villages. L'appui se basait sur la relance de la production des espèces vivrières les plus consommées (riz, manioc, maïs et produits maraichers).

### **Constitution des groupements dans un cadre d'entraide et de production agricole**

240 groupements ont été constitués de manière participative dans les 60 villages ciblés par cette action, les critères de vulnérabilité initialement définis lors des

## **3.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE**

discussions de groupes avec les représentants des communautés ont servis pour la réalisation du ciblage.

Les différents groupements ont été appuyés en prenant en compte le souci du renforcement de la cohésion sociale dans les villages. Il y a donc une mixité entre groupements dans un même village et à l'intérieur d'un même groupement afin de toucher les différentes entités sociales présentes dans les villages (allochtone, allogènes, autochtones).

### **Formation et renforcement de capacités des groupements agricoles**

465 relais techniques communautaires (RTC) issus des 240 groupements ont assisté à deux séances de formations conjointement mise en place par DRC et ANADER. Les modules transmis portaient sur: "Itinéraires techniques et amélioration des rendements des cultures vivriers et maraichères en saison pluviale" et sur la "Gestion des récoltes"; "Destination des récoltes"; "Gestion des stocks"; "méthodes de conservation des récoltes"; entre autres. Ces modules seront partagés par les RTC avec les membres des groupements.

**Orientation et équipement des groupements ciblés avec des outils, des kits agricoles individuels FAO et des Kits d'appuis pour les parcelles collectives.**



240 groupements constitués et formés ont bénéficié d'un suivi et encadrement de nos équipes (appuyées par les agents d'ANADER) tout au long de la période d'exécution des travaux champêtres ; les orientations ont porté sur le choix des types de semences et de kits agricoles, le mode d'utilisation des produits phytosanitaires, le choix des parcelles, entre autres.



Les kits et semences ont été donc distribués aux 240 groupements selon leur préférence, les groupements ont surtout opté pour la riziculture pluviale sur coteaux. Les kits FAO et collectifs permettront de cultiver 300 ha de riz de bas fonds soit 600 t de production (2T/Hectares en moyenne).



La FAO a fourni des kits agricoles riz bas-fond (semences, engrais, houe, bottes), des semences de riz pluvial et de maïs et le

complément du kit a été fournis par DRC.

Au total, DRC, directement ou via d'autre partenaires come ANADER et PU-AMI, a eu à distribuer 83.5 tonnes de semences directement aux bénéficiaires dont :

20.4 tonnes de riz bas fond 44.2 tonnes de riz pluvial 18.9 tonnes de maïs, 400 grammes de piment, 1,000 grammes de gombo, 400 grammes de tomate).

De plus les distributions de semences étaient associées aux distributions de petit outillage agricole (240 brouettes, 309 pelle incurvées, 309 pelles bêches, 200 arrosoirs, 40 pioches, 140 serfouettes, 100 râtaux, 80 sceaux, 240 pulvérisateurs, 1,622 houes industrielles, 4,499 houes artisanales, 1,635 paires de bottes). Enfin des intrants ont été distribués: 60.6 tonnes de NPK et 40.8 d'urée.

**Développement de micro projet d'élevages La disponibilité en produits de base est redynamisée pour redynamiser la disponibilité en produits de base.**



En 2012, les localités bénéficiaires ont été déjà identifiées pour recevoir l'appui en micro projets élevage. En début 2013, 11 micro-projets d'élevage seront appuyés.

Onze (11) groupements ont été sélectionnés selon leurs préférences, les groupements ont optés pour différents types d'élevage (06 groupements pour l'élevage de poulet de chair, 1 groupement pour les pondeuses, 1 groupement d'élevage de porc, 2 groupements pour l'élevage de mouton et 1 groupement pour les chèvres).

Dix localités ont également été identifiées pour abriter les dix magasins en dur qui seront construits, les communautés ont déjà entamé la mobilisation des agrégats et la préparation des parcelles sur lesquelles les magasins seront implantés.

Des comités de gestion ont été déjà constitués et formés, les constructions prendront fin courant février 2013.

**Diffusion des informations de surveillance en sécurité alimentaire.**

Tout au long de l'année, l'information sur les prix des produits agricoles a été collectée sur les cinq principaux marchés de la zone, les analyses sont intégrées dans les rapports mensuels de suivi des activités et sont partagées avec les autres acteurs intervenants dans le cadre de la sécurité alimentaire dans le département notamment ACF.

De même, 2 enquêtes sur la résilience ont été réalisées et reportées.

## Réintégration socioéconomique



**1,547 bénéficiaires directs  
(562 hommes et 985 femmes)  
par l'aménagement de 94  
hectares.**

Un financement PBF et pour un projet multi-agences et en partenariat avec le PNUD a permis à DRC de développer la réintégration socioéconomique des groupes vulnérables à travers des activités fédératrices permettant de restaurer le dialogue et la confiance entre 10 communautés sélectionnées pour ce projet.

### **Systeme de banques d'outils aux activités agricoles.**

DRC a distribué des intrants et outils en appui à 128 ménages vulnérables dans le Cavally à travers un système de banques d'outils pour faciliter les activités agricoles, au total 385 hommes et 489 femmes ont bénéficié de cette activité.

### **Appui à l'aménagement de Bas-Fonds**

Sous ce projet, DRC a appuyé l'aménagement des bas-fonds pour la culture de riz et le maraîchage dans 10 localités, pour

un total de 27 hectares et 98,5 tonnes de production. Dans l'ensemble, DRC a atteint 1,547 bénéficiaires directs (562 hommes et 985 femmes), appuyé l'aménagement de 94 hectares de terres cultivables qui ont assuré la production d'au moins 175 tonnes de produits vivriers et maraîchers, précédé de plus de 168 heures de formation aux groupements pour favoriser un impact des plus positifs sur le rendement.

### **Appuyer 10 microprojets sous forme d'AGR et de petites initiatives des bénéficiaires féminines.**

DRC a soutenu 10 micro-projets AGR en saponification qui permettra d'injecter au moins 3,078,543 FCFA dans les communautés assistées, réduisant directement le taux de pauvreté chez 300 personnes (1 homme et 299 femmes). Cet appui a été accompagné d'une sensibilisation aux VBG (voir volet protection).



## Distribution Alimentaire d'Urgence

Pendant l'année 2012, deux accords de partenariat avec le PAM au profit des ménages déplacés et vulnérables d'Ouest de la Côte d'Ivoire ont été mis en place par les équipes de DRC.



Lors du 1<sup>er</sup> projet, au cours des 5 mois d'activités (Février – Juin 2012), DRC a distribué 1,835,491 **tonnes** de vivres (voir détails dans le tableau ci-dessous). Un total de 192,685 personnes a bénéficié de cette assistance. 19,153 femmes se sont présentées lors des distributions.



Le 2<sup>ème</sup> projet PAM a intégré un volet « Vivres Contre Travail » qui a permis de développer des structures communautaires tout en recevant de l'assistance alimentaire dans 46 villages du département de Guiglo.

Au total 14,000 chefs de ménage (6,025 femmes et 7,975 hommes) ont participé aux activités et reçu des provisions alimentaires soit un total de 70,000 bénéficiaires du projet. A cet effet, 332,500 tonnes de vivres ont été distribuées

	QUANTITES DE VIVRES DISTRIBUEES en Tonnes					
MOIS	RIZ	HARICOT	CSB	HUILE	SEL	TOTAL
<b>Fevrier 12</b>	31,581	3,758	2,828	2,254	0,128	<b>40,549</b>
<b>mars-12</b>	199,137	23,732	0	14,213	2,849	<b>239,931</b>
<b>avr-12</b>	197,618	23,526	0	14,115	2,818	<b>238,077</b>
<b>mai-12</b>	598,253	93,477	0	56,091	9,353	<b>757,174</b>
<b>juin-12</b>	404,492	93,431	0	56,059	5,778	<b>559,760</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1431,081</b>	<b>237,924</b>	<b>2,828</b>	<b>142,732</b>	<b>20,926</b>	<b>1835,491</b>

## 3.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE



**2,785 femmes  
ont reçu une  
formation sur la  
gestion des  
AGR**

Dans le département de Tabou, le projet « Décentralisation et participation territoriale (DEPART) », financé par l'Union européenne, a été réorienté suite à la crise post-électorale pour donner un appui aux initiatives communautaires à travers des microprojets et la réactivation des groupements des femmes.

### **Identification et appui aux groupements de femmes utilisant des systèmes d'entraide économique**

175 groupements regroupant au total 2,905 femmes, soit une moyenne de 16 femmes par

groupement, ont été identifiés. De ces groupements identifiés, 30% pratiquent la tontine comme système d'entraide et 57% ne pratiquaient aucune activité génératrice de revenus à cause des événements de la crise postélectorale.

### **Renforcement des capacités des groupements**

Des formations se sont déroulées dans les 30 villages ciblés. Les 2,785 femmes participantes ont reçu une formation de base dans trois modules :

- gestion d'un groupement;
- gestion de l'AGR et
- gestion de la tontine améliorée comme système d'entraide.

### **Distribution des Kits d'appui**

Fin décembre des équipements ont été distribués à 23 groupements féminins (y compris les vulnérables) en kits agricoles et non agricoles pour la mise en place et renforcement des AGR.

## Appui aux Microprojets

L'activité « Micro projets » est un facteur dynamique où l'approche inter communautaire fait ressortir les mécanismes sociaux existant depuis des générations.

A cet égard, la structuration de deuxième niveau de la société civile et des domaines privés comme le milieu paysan et le développement des petits métiers s'est avéré pertinente sur cette zone.

En conséquence, DRC a contribué à la remise de matériaux et équipements pour compléter les réalisations "microprojet" décidées par les communautés cibles.

Fin décembre, 25 micro-projets portés par les communautés ont vu le jour.

11 microprojets de type "WASH" ont été finalisés.

2 projets AGR portant sur des activités d'agriculture et de poulailler sont achevés et en train de reprendre un deuxième cycle.

10 constructions communautaires étaient en cours de finalisation.

2 salles de classe ont été construites et complétées sur financement DANIDA pour renforcer l'aménagement avec des bancs.

Par le biais de ces projets communautaires, DRC continue à mener des actions de cohésion sociale, de monitoring de protection, de réhabilitation communautaire, de consolidation des AGR selon une approche graduelle, participative et axée sur les droits.



**25 micro-projets portés par les communautés ont été réalisés**

## 4. EAU ET ASSAINISSEMENT



Selon le contexte DRC adapte son intervention pour répondre aux besoins des populations bénéficiaires, soit par des interventions flexibles de réponse à l'urgence, soit par des interventions de réhabilitation plus durables.



### Activités de DRC de réponse en urgence:

- Évaluations techniques des villages afin d'identifier les pompes et puits ne fonctionnant pas ou étant contaminés pour procéder à des interventions appropriées.
- Surveillance (collecte de données, de surveillance / alerte)
- Nettoyage, chloration, et essais des puits creusés dans les « campements », grâce à une équipe de lavage d'urgence.
- Réparation des pompes manuelles dans les villages, les centres de santé et les écoles.
- Sensibilisation des communautés ciblées



### Stratégie durable en Eau et Assainissement :

Lorsque que le contexte le permet, DRC mène des activités de reconstruction durables et participatives. En utilisant la méthodologie ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté).

- Creusement manuel de puits
- Réalisation de forages
- Construction de latrines familiales partagées
- Sensibilisation à la gestion de l'eau et à l'hygiène
- Création et renforcement des comités d'eau
- Utilisation de matériaux locaux pour la construction des latrines familiales partagées
- Accompagnement des écoles au développement de meilleurs pratiques d'hygiène.

## 4.1 OUEST CÔTE D'IVOIRE

### Assistance aux populations affectées par le conflit en améliorant la qualité et la disponibilité de l'eau et les conditions d'hygiène.

Globalement les activités WASH ont touché 109,090 bénéficiaires directs et indirects parmi les populations des deux zones ciblées, par un projet financé par ECHO couvrant 80 villages à l'Ouest et au Sud Ouest de la Côte d'Ivoire, et par un financement DANIDA qui a rendu possible le travail sur 16 villages. De plus grâce à un financement CERF/UNICEF DRC a renforcé son appui dans 42 villages.

### Aménagement des pompes villageoises

15 pompes villageoises ont été réparées et réhabilitées dans la zone de Tai, fournissant de l'eau à 7,500 personnes (normes sphère : 1 pompe pour 500

bénéficiaires). Sous le projet CERF II, 76 Pompes manuelles ont été réparées/réhabilitées pour 38,000 personnes. Soit un total de 45,500 (hommes, femmes et enfants) qui ont un accès durable en eau potable.

### Réhabilitation de puits

DRC a réhabilité 5 puits utilisés par 2,000 personnes (normes sphère : 1 puits pour 400 personnes).

A travers les multiples actions de traitement des puits, 185 puits à risque de contamination ont été désinfectés dans 25 localités en améliorant ainsi l'accès à l'eau pour 74,000 personnes (normes sphère : 1 puits pour 400 personnes) et couvrant globalement une zone habitée par 82,306 personnes. En outre, 1,520 fosses ont été creusées par les communautés ; 1,520 Dalles SAN PLAT ont été confectionnées et remises aux ménages vulnérables et 902 latrines familiales ont été construites.



**45,500 personnes ont bénéficiés de la réhabilitation/Réparation de pompes**

## Sensibilisation des communautés à l'hygiène et Durabilité de l'action

96 sessions de sensibilisation et de promotion de l'hygiène menées dans la zone de Taï ont touché au total 3,693 personnes sous financement ECHO.



Les principes basiques d'hygiène transmis aux populations étaient les suivants : L'entretien des points d'eau ; Le lavage des récipients ; La séparation de l'eau de boisson de l'eau à usage domestique ; Le lavage des mains avant de manger ; Le lavage des mains avec du savon.

Sous financement CERF et DANIDA, 376 séances de promotion à l'hygiène dont 82 formations auprès des ménages ont été organisées, recevant 9091 Chefs de ménages (33% hommes et 67% femmes) pour transmettre des informations clés sur l'hygiène. 75 séances de formation sur l'eau potable ont également été organisées.



De plus, les sensibilisations d'urgence de SAKRE et de SAOUO/PARA ont touché respectivement 3,000 et 6,000 personnes.

1,250 kits de promotion à l'hygiène et traitement d'eau ont été distribués.

41 Comités de gestion des points d'eau ont été créés/réactivés regroupant 185 femmes et 255 hommes sur 440 membres. De plus, 25 COGES et 7 clubs d'hygiène à l'école ont été créés pour garantir la durabilité des ouvrages et l'équilibre dans la gestion de l'eau.

Grâce au financement DANIDA un renforcement de l'hygiène à l'école a pu être mis en place : de cet fait, 7 Clubs hygiène école (CHE) ont été mis en place, chacun doté d'un kit d'entretien; 1,166 Élèves et enseignants dans les 7 écoles ont été sensibilisés; les écoles ont été équipés de KITS et support didactiques sur l'amélioration du cadre scolaire.

## 4.2 SUD OUEST CÔTE D'IVOIRE



### Aménagement des pompes villageoises

A travers des fonds DANIDA et ECHO 31 pompes villageoises ont été réparées et réhabilitées fournissant de l'eau à 15,500 personnes (normes sphère : 1 pompe pour 500 bénéficiaires) dans le département de Tabou.

### Réhabilitation de puits et réponse rapide

49 puits ont été désinfectés par une chloration à TABOU, pour une population bénéficiaire de 19,600 personnes. Les villages de Tabou ont été sélectionnés suite à d'importantes précipitations dans le département, les pompes étant en panne les puits étaient le seul recours des populations pour avoir de l'eau. A cette situation s'imposait une réponse rapide. Ainsi en stratégie de surveillance et d'alerte, cette action de chloration systématique a été lancée dans le but de réduire le risque de pollution que pourrai être engendré par la manipulation excessive et les conditions environnementales.

### Monitoring de Surveillance

Les équipes WASH DRC pour le projet ECHO ont effectué durant toute la période du projet 312 visites en stratégie de surveillance et d'alerte soit une moyenne d'une visite par localité par mois.

### Sensibilisation des communautés à l'hygiène.

44 sessions de sensibilisation et promotion à l'hygiène menées dans le département de Tabou, touchant 1,397 personnes les modules de formation sont identiques dans les deux départements d'intervention.

### Journée Mondiale de lavage de Mains

Pour la 5<sup>ème</sup> édition, DRC a incité les parties prenantes du département de Tabou à célébrer cette journée pour promouvoir le lavage des mains le samedi 15 octobre 2012. Cette célébration s'est traduite par la mise en œuvre d'activités par l'équipe WASH à Tabou et au village de Para.

Suite à la période d'urgence liée aux attaques dans la zone de Tai / Para DRC a fait une demande de KITS WASH à UNICEF.

Ce matériel a contribué non seulement à répondre aux besoins des déplacés lors de l'attaque de Para, mais a aussi permis d'assister les populations sur le lieu de retour. Ainsi, l'appui de UNICEF en non vivres a été reparti en trois étapes:

### **Distribution dans les ménages accueillant les PDI à Tai ville**

Cette distribution a eu lieu durant la période allant du 16/06 au 20/06/2012. Elle a concerné essentiellement les comprimés Aquatab pour la désinfection de l'eau de boisson.

Pour cette distribution 2000 tablettes de 10 comprimés chacune soit 20,000 comprimés, ont été distribués. Cette distribution a été précédée d'une explication avec des démonstrations pratiques de l'utilisation des Aquatab.

Ainsi, il a été demandé aux ménages d'utiliser 1 comprimé pour désinfecter 4 litres d'eau. 200 familles hôtes dans la ville Tai ont bénéficié chacun de 10 tablettes dans le cadre cette distribution, ce qui fait 100 comprimés, soit 400 L d'eau à désinfecter par famille.

### **Distribution dans les villages de retournés**

Cette phase de distribution qui s'est déroulée du 20/06 au 29/06/2012 a fait suite aux activités de monitoring de l'équipe Protection dans les villages. Des ménages retournés volontairement dans les villages après l'accalmie ont été identifiés sur la base des besoins en Wash pour une assistance en NFI constitué de morceaux de savon, des gobelets et des jerricans ou des seaux. Cette approche a permis de satisfaire plusieurs ménages et d'éviter des déséquilibres entre les familles en termes d'acquis de matériel pour la gestion de l'eau et la promotion à l'hygiène.

Au total 3,276 personnes dont 1,880 Femmes et 1,396 Hommes ont été touchées par cette distribution.

### **Distribution pendant les séances de promotion à l'hygiène**

Les différentes séances de promotion à l'hygiène organisées entre le 20/08 et 31/08/2012 dans les ménages sur des vulnérabilités ciblées lors du monitoring de protection ont permis de s'imprégner des insuffisances en matière d'hygiène de certains ménages visités et d'identifier leurs

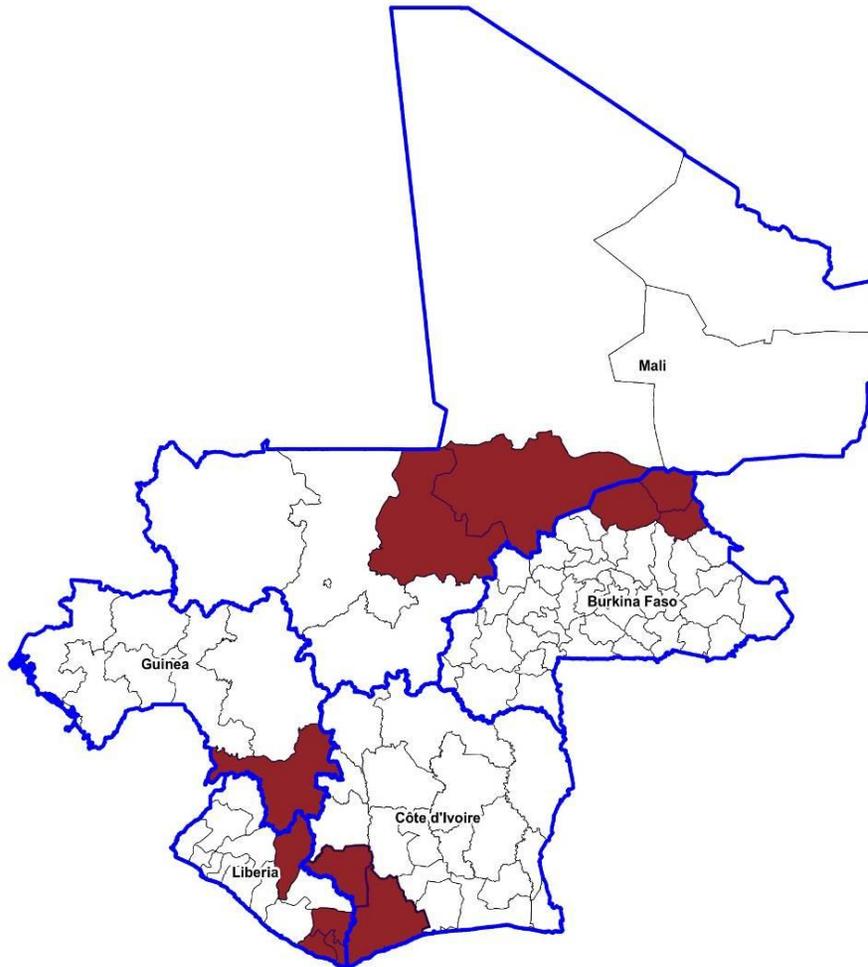
## **ASSISTANCE D'URGENCE**

besoins pour de bonnes pratiques d'hygiène. Ces ménages ont bénéficié de kits comme point de départ pour un changement de comportement en matière de gestion de l'eau et d'hygiène.

La distribution faite pendant les campagnes de promotion à l'hygiène a concerné 178 ménages. C'est au total 2,800 comprimés, 60 Jerricanes de 10L chacun, 88 seaux avec couvercle et 1,068 morceaux de Savon de 200g qui ont été distribués à ces différents ménages.

Avec ces 178 ménages, 1,055 personnes ont été touchées en termes de bénéficiaires (directs + indirects) par cette distribution.





## 5. PERSPECTIVES 2013

Suite à la crise humanitaire au Mali en Décembre 2012, DRC a déployé son champ d'opération d'urgence au Burkina Faso et au Mali afin d'apporter rapidement une assistance aux réfugiés maliens et aux populations qui les accueillent.

L'objectif est d'étendre l'intervention d'urgence DRC au Mali et au Burkina dès le premier trimestre 2013. Sur la base des principes humanitaires et des droits fondamentaux, les équipes d'urgence de DRC contribueront à l'amélioration de la protection et des conditions de vie des populations touchées par les conflits à travers la mise en place de solutions durables permettant aux individus de retrouver une dignité.

Dans le but de capitaliser l'ensemble de l'expertise régionale de DRC en terme de protection, un laboratoire d'étude sur l'Afrique de l'Ouest, basé à Dakar, va être mis en place en 2013. Ceci permettra d'échanger sur l'ensemble du travail de DRC auprès des partenaires régionaux. DRC pourra dès lors s'intégrer à la dynamique de coordination sous régionale en alimentant et participant activement au plaidoyer à un niveau régional. En retour, cette analyse continue et concertée des problématiques humanitaires, basée sur la protection, renforcera la qualité et la pertinence régionale de nos actions.

Ainsi, en collaboration continue avec le laboratoire d'étude régional, DRC interviendra de façon intégrée dans 5 pays de la sous région (RCI/ Guinée/ Libéria/ Burkina/ Mali) à travers une approche cross border, clé de voute de la stratégie régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

**DRD CONSEIL**  
**DANOIS POUR**  
**LES REFUGIES**

Bureau de l'Afrique de l'Ouest  
Cocody 2 Plateaux Les Vallons  
Rue des Jardins- Carrefour Akwaba  
Abidjan –Côte d'Ivoire